

Nous sommes réunis ici pour examiner notre avenir - non seulement l'avenir du monde en développement, mais aussi l'avenir de tous, pays développés et en développement. Il ne saura y avoir de paix véritable dans le monde tant et aussi longtemps que près d'un milliard de personnes vivront dans le marasme de la pauvreté absolue. Il ne saura y avoir de stabilité durable tant et aussi longtemps qu'un si grand nombre de nations demeureront dangereusement vulnérables à l'incertitude économique. Il ne saura y avoir de sécurité significative tant et aussi longtemps que les pays démunis demeureront incapables de combler les aspirations de développement de leurs populations.

Nous devons reconnaître en toute sincérité que nous nous sommes trop souvent laissés prendre, comme gouvernements, par les difficultés à court terme de nos situations politiques et économiques respectives, au détriment d'objectifs globaux à plus long terme. Trop d'entre nous ont perçu le développement international comme une simple question de charité, plutôt que de reconnaître que le progrès et l'amélioration des conditions dans une partie de ce monde interdépendant profitent à tous.

Ainsi, l'adaptation du système mondial d'échanges et de paiements de façon à promouvoir l'accélération de la croissance dans les pays en développement est à l'avantage de la communauté mondiale. Toute tentative visant à préserver des privilèges bien enracinés constitue de loin l'approche la plus coûteuse, exception faite du très court terme, car elle ne ferait qu'ajouter à nos problèmes pour l'avenir et alimenterait l'insécurité et l'instabilité.

Je me propose de faire preuve de cette sincérité à laquelle je viens de faire allusion, non seulement au nom des Canadiens que je représente, mais aussi à leur endroit.

Les circonstances entourant la tenue de la présente session extraordinaire diffèrent de celles qui avaient cours il y a cinq ans, alors que les participants à la septième session extraordinaire s'entendaient sur des objectifs globaux aussi importants que le commerce, le transfert des ressources, la technologie et l'alimentation. À l'époque, nous croyions que nous étions davantage sensibilisés aux problèmes des pays en développement et à notre interdépendance en tant que nations. Dans l'intervalle, nous n'avons toutefois que peu progressé dans la réalisation de nos objectifs et dans la solution des problèmes posés par les rapports Nord-Sud. Un certain nombre d'explications ont été avancées pour justifier cette inaction relative; d'aucunes sont valables, d'autres sont spécieuses.